



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **MARCHÉ PUBLIC D'ASSISTANCE TECHNIQUE A MAITRISE D'OUVRAGE**

---

**Assistance technique à maîtrise d'ouvrage (ATMO) pour le projet de construction du Nouvel Hôpital de Sevrey de l'EPSM 71**

---

**GHT Saône et Loire - Bresse - Morvan**  
4, Rue Capitaine Drillien  
71100 CHALON-SUR-SAONE

## SOMMAIRE

I - Identification des parties.....	4
1.1 - Pouvoir adjudicateur.....	4
1.2 - Adhérent du groupement de commandes (ou maître d'ouvrage).....	4
2 - Dispositions générales du contrat.....	4
2.1 - Objet du contrat.....	4
2.2 - Décomposition du contrat.....	4
2.3 - Missions.....	5
2.4 - Réalisation de prestations similaires.....	5
2.5 - Modification du marché.....	5
2.6 - Sous-traitance.....	5
3 - Durée et délais d'exécution.....	6
4 - Pièces contractuelles.....	6
5 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	7
6 - Protection des données à caractère personnel.....	7
7 - Prix.....	7
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	7
7.2 - Modalités de variation des prix.....	8
7.3 Rémunération complémentaire du fait de modification de programme.....	8
7.3.1 Principe.....	8
7.3.2 Procédure.....	9
7.4 Rémunération complémentaire du fait d'allongement de délai de la phase travaux.....	9
8 - Garanties Financières.....	9
9 - Avance.....	9
9.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	9
9.2 - Garanties financières de l'avance.....	10
10 - Modalités de règlement des comptes.....	10
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	10
10.2 - Présentation des demandes de paiement.....	10
10.3 - Délai global de paiement.....	11
10.4 - Paiement des cotraitants.....	11
10.5 - Paiement des sous-traitants.....	11
11 - Conditions d'exécution des prestations.....	12
11.1 - Présentation des livrables.....	12
11.2 - Avis sur les documents provisoires.....	13
11.3 - Avis sur les prestations.....	13
11.4 - Modifications techniques.....	13
11.5 - Arrêt de l'exécution des prestations.....	13
12 - Constatation de l'exécution des prestations.....	13
12.1 - Vérifications.....	13
12.2 - Décision après vérification.....	13
13 - Garantie des prestations.....	14
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	14
15 - Pénalités.....	14
15.1 - Pénalités applicables.....	14
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	14
16 - Assurances.....	15
17 - Résiliation du contrat.....	15
17.1 - Arrêt en fin de partie technique.....	15
17.2 - Conditions de résiliation.....	15

17.3 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	16
18 - Règlement des litiges et langues .....	16
19 - Dérogations .....	16

# **I - Identification des parties**

## **I.1 - Pouvoir adjudicateur**

Le terme « pouvoir adjudicateur » est employé pour qualifier le Centre Hospitalier de Chalon-sur-Saône - William Morey.

Les coordonnées du pouvoir adjudicateur :

Nom officiel	Centre Hospitalier de Chalon-sur-Saône - William Morey
Adresse postale	4, Rue du Capitaine Drillien - CS 80120
Ville	CHALON-SUR-SAONE
Code postal	71321
Pays	FRANCE

## **I.2 - Adhérent du groupement de commandes (ou maître d'ouvrage)**

Le terme « adhérent du groupement de commandes » ou « maître d'ouvrage » est employé pour qualifier l'Etablissement Public de Santé Mentale de Saône-et-Loire (71).

## **I.3 - Titulaire**

Le terme « titulaire » est, conformément à l'article 2 du CCAG-PI, employé pour qualifier l'opérateur économique qui a conclu le marché avec le pouvoir adjudicateur. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté par son mandataire.

Les personnes nommément désignées à l'article 9 de l'Acte d'engagement, participeront personnellement à l'exécution des prestations objet de ce marché, sans préjudice de la participation d'autres personnes.

En tant que marché de prestations intellectuelles, le maître d'ouvrage entend bénéficier des compétences soumises au stade de l'offre. Ainsi, le maître d'ouvrage sera extrêmement vigilant au respect des intervenants sus mentionnés : elle pourra par ailleurs révoquer un intervenant non connu si le titulaire n'a pas prévenu en cas de changement.

# **2 - Dispositions générales du contrat**

## **2.1 - Objet du contrat**

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent une mission d'assistance technique à maîtrise d'ouvrage pour le projet du Nouvel Hôpital de Sevrey de l'EPSM 71.

Le projet de construction est actuellement en cours, un marché public global sectoriel a été attribué au groupement DEMATHIEU BARD BATIMENT SUD EST (mandataire) – AAGROUP – SEXTANT ARCHITECTURE – ATELIER ANNE GARDONI – ARTELIA – PURE INGENIERIE – GENIE ACOUSTIQUE – INGEOS – DB MAINTENANCE – STEPIEN Yann.

L'actuel assistant technique à maîtrise d'ouvrage est la SEM VAL DE BOURGOGNE. Son marché prendra fin un mois après le démarrage du présent marché.

### Lieu d'exécution :

Etablissement Public de Santé Mentale de Saône-et-Loire (71)  
55, Rue Auguste Champion  
71331 CHALON-SUR-SAONE CEDEX

## **2.2 - Décomposition du contrat**

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

## 2.3 - Missions

L'opération sur laquelle porte l'assistance technique à maîtrise d'ouvrage est décomposée en phases présentées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Le présent marché, afin notamment de s'adapter au phasage opérationnel du projet, est divisé en parties techniques au sens de l'article 22 du CCAG-PI. Lesdites parties techniques, listées ci-après, sont elles-mêmes décomposées en sous-parties techniques qui s'entendent également au sens de l'article 22 du CCAG-PI :

- Partie technique 1 : Prise de connaissance de l'opération, audit des OS et avenants travaux déjà passés
- Partie technique 2 : Contrôle de l'avancement et suivi de la qualité des travaux
- Partie technique 3 : Pilotage des CT et CSPA
- Partie technique 4 : Assistance pendant la garantie de parfait achèvement et les deux premières années d'entretien-maintenance
- Partie technique 5 dite transversale.

## 2.4 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

## 2.5 - Modification du marché

Après sa conclusion, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier le marché dans les conditions définies aux articles R. 2194-1 et suivants du Code de la commande publique.

Notamment, et par application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, il est expressément prévu par le présent marché **les clauses de réexamen** suivantes :

- Dans le cas où le pouvoir adjudicateur déciderait, en phase travaux (partie technique n°2), de réduire ou augmenter la fréquence des réunions de niveau 3 dites réunions techniques hebdomadaires, une modification de marché en moins-value ou en plus-value sera conclue.
- En cas de prolongation de la durée de la garantie de parfait achèvement (GPA) par décision expresse du pouvoir adjudicateur, la durée d'exécution des prestations prévues au titre de la partie technique n°4 sera prolongée pour la durée de la GPA reconduite.  
Le montant des prestations supplémentaires éventuelles dues au titulaire du marché sera calculé dans les conditions évoquées à l'article 7.3 ci-après.
- Le marché public est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation. Si une modification de la réglementation en vigueur, une décision administrative, une décision des autorités publiques ou une décision jurisprudentielle rendait nécessaire la modification des prestations du titulaire du marché, le pouvoir adjudicateur pourra décider de modifier le marché.  
Le titulaire s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché public. En cas de refus de la part du titulaire, le marché public sera résilié sans indemnisation.

Les présentes clauses de réexamen s'entendent au sens de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique et non au sens de l'article 25 du CCAG-PI qui sont applicables dans l'hypothèse d'un événement imprévisible.

L'article 25 du CCAG-PI trouve à s'appliquer en la forme d'une clause de revoyure entre les parties. Elle donnera lieu à la conclusion d'une modification de marché dans les conditions de l'article R. 2194-5 du Code de la commande publique.

## 2.6 - Sous-traitance

En application de l'article 3.6 du CCAG-PI, le titulaire peut présenter au maître d'ouvrage un ou plusieurs sous-traitants au cours de l'exécution du marché.

En vue d'obtenir l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement, le titulaire fait parvenir par lettre recommandée avec avis de réception au maître d'ouvrage les documents suivants :

- La déclaration de sous-traitance (DC4 modèle avril 2019 ou équivalent) complétée, datée et signée en original par le titulaire, le mandataire en cas de groupement et le sous-traitant
- Un RIB lorsque le montant sous-traité est égal ou supérieur à 600,00€ TTC

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé par le sous-traitant, le titulaire, le mandataire en cas de groupement et le maître d'ouvrage.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le maître d'ouvrage notifie au titulaire l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au maître d'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire demeure responsable de l'exécution des parties du marché qui sont sous-traitées.

### **3 - Durée et délais d'exécution**

La durée prévisionnelle du marché est de 57 mois compris GPA et période d'entretien-maintenance.

Les délais d'exécution des prestations prévues dans lesdites parties techniques sont fixés à l'article 15.1 du présent CCAP. Certaines prestations sont réalisées en temps masqué.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

Les prestations débiteront dès notification du marché.

### **4 - Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

#### **PIECES PARTICULIERES**

- L'acte d'engagement
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi
- Le mémoire technique du candidat, pour les éléments qui ne contredisent pas le CCTP et le CCAP
- La Décomposition du Prix et du Temps Prévisionnel (DPTP) dûment complétée : les engagements en temps passé sont des minimaux et le titulaire doit mettre les moyens humains nécessaires à la bonne réalisation de la mission
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU), dûment complété
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) pour les prix unitaires qu'elle contient, en aucun cas cette dernière a vocation à se substituer au cadre forfaitaire du marché

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, les clauses applicables seront celles indiquées dans les documents qui sont les mieux placés dans l'ordre de priorité énuméré ci-dessus.

#### **PIECES GENERALES**

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

#### **CONDITIONS GÉNÉRALES D'ACHAT**

Toute clause mentionnée dans les documents du titulaire (contrat, devis, etc.) qui serait contraire aux stipulations du cahier des clauses administratives particulières et du cahier des clauses techniques particulières est réputée non écrite.

Les conditions générales d'achat du pouvoir adjudicateur priment sur les conditions générales de vente du titulaire. La signature du marché entraîne acceptation sans réserve des conditions générales d'achat du pouvoir adjudicateur. Le CCTP et le CCAP priment sur les conditions générales de vente du Titulaire.

## **5 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout le fonctionnement interne de l'EPSM 71 et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent contrat.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent contrat. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de l'EPSM 71, être divulgués à des tiers.

Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-PI.

Le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit de suspendre l'exécution des prestations prévues au marché si les conditions de sécurité et d'hygiène ne sont pas respectées, jusqu'à la mise en œuvre par le titulaire des dispositions permettant de satisfaire ces conditions. Cette suspension n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

Le personnel du titulaire ou de ses préposés doit être facilement identifiable, et pouvoir justifier de son appartenance à son entreprise, ou être mandaté par elle.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité.

## **6 - Protection des données à caractère personnel**

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Les éléments relatifs à la protection des données à caractère personnel sont indiqués à l'annexe I du présent CCAP.

## **7 - Prix**

### **7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement qui indique le cas échéant ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses cotraitants éventuels.

Le forfait comprend au minimum la participation à toutes les réunions de travail nécessaires à la bonne exécution du marché.

Les indications de temps passé prévisionnel figurant dans l'annexe financière doivent être considérées comme des minima.

Le contenu des prix est défini à l'article 10.1.3 du CCAG-PI auxquels s'ajoutent les frais de déplacement, de repas et de logistique nécessaires à la réalisation des prestations. L'ensemble de ces frais seront compris dans l'offre du titulaire.

Les prix sont établis en euros hors TVA auxquels sera appliquée la TVA en vigueur et sont établis conformément aux dispositions du CCAG-PI.

Le titulaire ne peut pas prétendre à des honoraires complémentaires

- En cas de réceptions fractionnées ou de prises de possession avant réception
- En cas de dépassement de la durée prévisible de chaque phase inférieur ou égal à 20 %

## 7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois " Mo zéro ", indiqué à l'acte d'engagement.

Les prix sont révisés lors de chaque paiement d'acompte en fonction des parties techniques définies au présent CCAP, par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$C_n = 0.15 + 0.85 (ING (n) / ING (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision
- Index (n) : dernière valeur connue de l'index de référence au mois n de révision des prix
- Index (o) : valeur réelle de l'index de référence au mois zéro

Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

L'index de référence, publié au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

## 7.3 - Prix d'unité

Si une modification de marché s'avère nécessaire notamment en application de l'article 2.5 du présent CCAP, sa rédaction se fait en prenant pour base les prix issus de la décomposition du prix global et forfaitaire ou les prix de journée par catégorie de personne du bordereau de prix figurant dans le bordereau de prix unitaires.

Par dérogation à l'article 23.2 du CCAG-PI, lorsqu'il n'est pas prévu de prix pour la modification envisagée, le titulaire doit fournir un devis détaillé indiquant les modifications de prix et de délai et en les justifiant dans un délai de 15 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage.

S'il l'accepte, le maître d'ouvrage élabore le projet d'avenant sur la base du devis transmis.

S'il ne l'accepte pas, le maître d'ouvrage notifie la modification par ordre de service dans lequel il fixe provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations objets de la modification demandée.

Ces prix permettent une juste rémunération du titulaire et sont utilisés pour le règlement des acomptes jusqu'à la fixation du prix définitif. Par dérogation à l'article 23.3 du CCAG-PI, le titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires si, dans un délai de quinze jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation au maître d'ouvrage par tout moyen permettant de donner date certaine. Il indique, avec toutes les justifications utiles, les prix qu'il propose.

En cas de désaccord, le maître d'ouvrage règle les sommes qu'il admet.

Lorsque le maître d'ouvrage et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant, sauf si les prix sont devenus définitifs dans le silence du titulaire dans les conditions évoquées ci-avant.

En tout état de cause et par dérogation à l'article 23.4 du CCAG-PI, le titulaire est toujours tenu de se conformer à un ordre de service que celui-ci ait fait ou non l'objet d'une valorisation financière, qu'il ait été élaboré sur la base de prix proposés par lui et accepté par le maître d'ouvrage ou sur la base de prix nouveaux fixés par le maître d'ouvrage.

## 7.4 - Rémunération complémentaire du fait de modification de programme

### 7.4.1 - Principe

Le marché ne peut être modifié que de deux façons :

- par avenant signé par les parties ;
- par modification unilatérale du maître d'ouvrage notifiée l'ATMO sur le fondement de l'article L. 6 du Code de la commande publique.

Les modifications de programme décidées par le maître d'ouvrage peuvent entraîner une modification du montant du marché de l'ATMO à condition que l'impact de ces évolutions entraîne une modification du marché de travaux de plus



de 10 % ou de moins de -10 %, le marché de l'ATMO étant réputé inclure toute modification de programme comprise entre -10 % et + 10 % du marché de travaux, et qu'en second lieu l'ATMO démontre que cette augmentation a des incidences financières sur son propre marché.

Cas particulier : en cas de modifications de programme successives, il sera pris en compte la valeur absolue du montant des modifications de programme pour apprécier le seuil de 10 %. Ainsi, une première modification de programme de 6 % suivie d'une seconde modification de programme d'un montant de - 5 % du marché sera considérée comme ayant dépassé le seuil de 10 % (6 + 5).

#### **7.4.2 - Procédure**

L'ATMO doit communiquer auprès maître d'ouvrage lorsqu'il considère que toute instruction ou directive du maître d'ouvrage constitue une modification potentielle, sous vingt-et-un (21) jours à compter de la notification de l'instruction, ou la directive. Passé ce délai, l'ATMO est réputé considérer que l'instruction ou la directive n'est pas une modification.

A compter de la communication de l'ATMO, le maître d'ouvrage dispose d'un délai de quinze (15) jours pour répondre à l'ATMO. Le silence du maître d'ouvrage au-delà de ce délai de quinze (15) jours vaut rejet de la demande de l'ATMO.

### **7.5 - Rémunération complémentaire du fait d'allongement de délai de la phase travaux**

En cas d'allongement des phases travaux de plus de 15 % et si les raisons justifiant cet allongement ne sont pas imputables à l'ATMO, ce dernier a droit à une rémunération complémentaire sous réserve de respecter la procédure suivante.

Lorsque l'ATMO invoque la survenance d'un allongement de délais supérieur à 15 % du délai contractuel, il doit la communiquer au maître d'ouvrage dans un délai de trente (30) jours à compter de la date à laquelle il en a eu connaissance.

La communication fait apparaître :

- L'événement dont la survenance est invoquée, sa date de début et sa durée, les raisons justifiant notamment qu'il n'est pas imputable à l'ATMO ;
- L'incidence sur le déroulement de la réalisation des travaux et le calendrier de l'opération ;
- L'incidence sur le déroulement et le calendrier du marché de travaux et notamment la durée de prolongation de la réalisation des travaux ;
- Une évaluation de la durée de prolongation des délais d'exécution de la mission concernée ;
- Les mesures que l'ATMO entend mettre en œuvre afin d'atténuer les effets de l'événement sur l'exécution de ses obligations au titre de son marché ;
- Les surcoûts que cet événement engendre, avec présentation de justificatifs et de calculs circonstanciés.

Le maître d'ouvrage indique dans les trente (30) jours à compter de la communication complète, s'il accepte de considérer que l'événement en question est recevable. Le cas échéant et pendant ce délai, le maître d'ouvrage peut demander tout élément complémentaire l'ATMO.

Le silence du maître d'ouvrage au-delà du délai de trente (30) jours visé ci-dessus vaut refus de la demande de l'ATMO.

## **8 - Garanties Financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **9 - Avance**

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - PI.

### **9.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique, le montant de l'avance est déterminé par application des articles R. 2191-6 à R. 2191-10 du même Code. Ce montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

L'avance forfaitaire est remboursée dans les conditions prévues aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du Code de la commande publique.

Ce remboursement commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

## **9.2 - Garanties financières de l'avance**

Conformément à l'article L. 2191-7 du Code de la commande publique, le bénéficiaire de l'avance est informé que le pouvoir adjudicateur demande la constitution d'une garantie à première demande pour la totalité du remboursement de l'avance. Il devra être indiqué sur la garantie à première demande que l'engagement correspond à la garantie de l'avance consentie.

# **10 - Modalités de règlement des comptes**

## **10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

Le titulaire fournira à l'appui de sa demande les éléments permettant d'apprécier le service fait dans le formalisme exigé par le maître d'ouvrage.

Le paiement de chaque partie technique figurant dans l'annexe financière sera conditionné à l'avis favorable sur la partie technique ou sous-partie technique concernée.

Le versement des acomptes sera réalisé au fur et à mesure de l'exécution de la mission pour chacune des parties techniques ou sous-parties techniques conformément aux articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du Code de la commande publique et de l'article 11 du CCAG-PI.

## **10.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du Code de commerce.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26710044400012
- Code service : STT

### **I 0.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **I 0.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire ou au nom du groupement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

### **I 0.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du maître d'ouvrage, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

## **I I - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

### Adresse d'exécution

Etablissement Public de Santé Mentale de Saône-et-Loire (71)  
55, Rue Auguste Champion  
71331 CHALON-SUR-SAONE CEDEX

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

### Intervenants

Le titulaire désignera en son sein un interlocuteur unique qui sera chargé de :

- Coordonner et planifier les interventions de chaque membre de son équipe ;
- Représenter le titulaire pour la maîtrise d'ouvrage et pour l'ensemble des autres intervenants (contrôleur technique, coordonnateur SPS, etc.) ;
- Mettre en forme avant diffusion les documents d'études établis par chaque membre de son équipe, de manière à ce que chaque document s'intègre parfaitement dans un ensemble avec un sommaire unique ;
- Vérifier avant diffusion la cohérence et la compatibilité des documents établis par chaque membre, notamment au niveau des limites de prestations ;
- Vérifier la prise en compte par les différents membres de son équipe des observations et décisions de la maîtrise d'ouvrage et des autres intervenants (contrôleur technique, coordonnateur SPS, concessionnaires, etc.).

### Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le titulaire doit proposer au pouvoir adjudicateur et au maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours un remplaçant d'une personne nommément désignée disposant de compétences au moins équivalentes, et lui communiquer son nom et son CV.

Celui-ci est considéré comme accepté si le maître d'ouvrage ne la récuse pas dans un délai de 8 jours.

### Ordres de service

Conformément à l'article 3.8 du CCAG-PI, le marché s'exécute au moyen d'ordres de service.

Le titulaire en accuse immédiatement réception par tout moyen.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours sous peine de forclusion à compter de la réception de l'ordre de service pour émettre d'éventuelles réserves sur les conséquences directes ou indirectes découlant de celui-ci. Ces réserves sont transmises au maître d'ouvrage par un moyen permettant de donner date certaine.

## **I I.1 - Présentation des livrables**

Par dérogation à l'article 28.4.2 du CCAG-PI, le titulaire est dispensé d'aviser par écrit le maître d'ouvrage de la date à laquelle les documents constitutifs de chacun des éléments de mission lui seront présentés.

Dans les cas où la remise d'un élément de mission ne s'opère pas en une seule fois, chaque sous-ensemble doit être clairement identifié dans son bordereau d'accompagnement.

En outre, chaque bordereau comportera :

- Soit la mention « documents provisoires »
- Soit la mention « documents définitifs »

Le titulaire remettra ses avis et documents en 2 exemplaires papier et 2 exemplaires en version informatique (version modifiable .doc, .xls, .dwg, .ppt et en version imprimable .pdf), sauf demande contraire du maître d'ouvrage.

A la demande du maître d'ouvrage, le titulaire remettra 1 exemplaire papier non relié.

Les documents devront être nommés de la manière suivante :  
« AnnéeMoisJour – Emetteur – Nom du document – Numéro de version »

La date et la version du document sont impérativement mentionnées en bas de page du document.

Les délais de présentation des livrables sont indiqués à l'article 15.1 du présent CCAP.

### **I 1.2 - Avis sur les documents provisoires**

Les navettes concernant la mise au point des « documents provisoires » doivent se faire à l'intérieur des délais contractuels relatifs à l'élément ou partie technique concerné.

Les délais nécessaires au maître d'ouvrage pour émettre avis et observations sur les « documents provisoires » sont arrêtés d'un commun accord, sur suggestion du titulaire.

### **I 1.3 - Avis sur les prestations**

Dès que les documents définitifs objet du présent marché sont présentés, le maître d'ouvrage en examine la forme, le contenu et la qualité au regard des exigences et stipulations du présent marché.

Le maître d'ouvrage décidera par ordre de service :

- D'un avis favorable sur la prestation ;
- D'un avis favorable avec réserves ;
- D'un ajournement de l'avis sur la prestation en demandant l'amélioration de la prestation, l'apport de complément ou encore la reprise de l'étude. Le maître d'ouvrage fixera un délai pour cette reprise, le titulaire ne pourra élever aucune réclamation en termes de complément d'honoraires ;
- D'un avis favorable avec réfaction sur le prix de la prestation ;
- D'un rejet.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-PI, l'absence de décision du maître d'ouvrage dans un délai de 2 mois à compter de la date de présentation de la prestation vaut rejet tacite.

### **I 1.4 - Modifications techniques**

Pendant l'exécution du contrat, le maître d'ouvrage peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le maître d'ouvrage du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

### **I 1.5 - Arrêt de l'exécution des prestations**

En application de l'article 22 du CCAG-PI le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCAP.

## **I2 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **I2.1 - Vérifications**

Les vérifications seront effectuées conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

### **I2.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le maître d'ouvrage prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

## I3 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 30 du CCAG-PI.

## I4 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur et du maître d'ouvrage.

## I5 - Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire, dès lors que le délai contractuel de livraison des fournitures ou d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations prévues à l'article 4 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

### I5.1 - Pénalités applicables

En complément des dispositions des articles 14 et suivants du CCAG-PI, les pénalités ci-dessous s'appliqueront :

Document	Délai maximum d'exécution à compter du fait générateur	Fait générateur	Montant de la pénalité en cas de retard
Compte-rendu de réunion ou d'entretien	3 jours	Jour de tenue de la réunion	200 € / jour calendaire
Analyse du dossier de demande de sous-traitance	1 semaine y compris réunions de travail	Réception de la demande de sous-traitance	200 € / jour calendaire
Ordre du jour de réunion et documents afférents	3 jours	Décision d'organisation de réunion	200 € / jour calendaire
PV d'OPR	3 jours	Visite d'OPR	200 € / jour calendaire
Constat sur désordres	3 jours	Saisine courriel par le maître d'ouvrage (jour ouvré)	200 € / jour calendaire
Production d'autres documents	3 jours ou moins selon engagement contractuel du titulaire (art. 5.1.2.1. du CCTP)	Saisine courriel par le maître d'ouvrage (jour ouvré)	200 € / jour calendaire
Vérification des états d'acompte	5 jours	Réception de l'EA	200 € / jour calendaire
Courriers, avis technique circonstancié	5 jours ou moins selon engagement contractuel du titulaire (art. 5.1.2.1. du CCTP)	Demande du MO	200 € / jour calendaire
Instruction d'un mémoire en réclamation	1 mois y compris notes de travail, rapports intermédiaires et réunions de travail	Date de réception du mémoire	200 € / jour calendaire

### I5.2 - Pénalité pour travail dissimulé

En complément des dispositions des articles 14 et suivants du CCAG-PI, si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le maître d'ouvrage applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **I6 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Eu égard aux responsabilités dévolues à l'ATMO au titre de sa mission, il est exigé que le titulaire ou chaque membre du groupement devra justifier, au moyen d'une attestation, d'une assurance couvrant la garantie décennale des constructeurs (articles 1792 à 1792-6 du Code civil).

## **I7 - Résiliation du contrat**

### **I7.1 - Arrêt en fin de partie technique**

En application de l'article 22 du CCAG-PI, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des parties techniques ou sous-parties techniques décrites au cahier des clauses techniques particulières.

Le marché est alors résilié sans indemnité.

### **I7.2 - Conditions de résiliation**

Lorsque le maître d'ouvrage décide d'arrêter la prestation en cours de partie technique ou de résilier le marché en cours d'exécution d'une partie technique, les prestations exécutées seront rémunérées.

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur ou par le maître d'ouvrage, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En complément des cas prévus à l'article 39 du CCAG-PI, le marché pourra aussi être résilié aux torts du titulaire dans les cas suivants :

- Non-respect des obligations précisées au CCTP, constaté par une mise en demeure établie par le pouvoir adjudicateur ou le maître d'ouvrage ;
- Non-respect répété des obligations minima de présence énoncées dans le cahier des clauses techniques particulières ;
- Non-respect de la clause de confidentialité ci-dessous ;
- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article L. 2141 du Code de la commande ou de refus de produire les pièces prévues à l'article R. 2143-3 à R. 2143-12 dudit Code ;
- La non-justification d'une assurance de responsabilité civile professionnelle ;
- Non-remise des attestations d'assurance responsabilité civile et d'une assurance couvrant la garantie décennale des constructeurs (art. 1792 et suivants du Code civil) ;
- Non-remise tous les 6 mois suivant la notification du marché, des documents indiqués à l'article D. 8222-5 du Code du travail ;
- Défaut de proposition de remplacement d'un intervenant du titulaire dans un délai de 8 jours à compter de la demande de remplacement.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

## **I 7.3 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **I 8 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Dijon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le pouvoir adjudicateur ou le maître d'ouvrage et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges aux marchés publics.

Nom officiel      Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Lyon

Adresse postale      Direction Régionale des Finances Publiques Auvergne-Rhône-Alpes et département du Rhône  
Secrétariat du CCIRA de Lyon  
Kahina BENTAHAR  
3, Rue de la Charité  
69268 LYON CEDEX 02!  
Téléphone      04.72.77.21.30  
Courrier électronique      ccira.lyon.cijap@dgfip.finances.gouv.fr

## **I 9 - Dérogations**

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 7.2 du CCAP déroge à l'article 10.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 7.3 du CCAP déroge aux articles 23.2, 23.3 et 23.4 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 28.4.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 11.3 du CCAP déroge à l'article 29 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 35 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles